

M. l'Orateur: Encore une fois, il me semble qu'il s'agit d'informations générales qui devraient être fournies normalement dans une déclaration, à moins que le ministre puisse répondre très brièvement à la question du député.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Le député est si gentil que je veux répondre à sa question. J'ai appris ce matin que 97.8 p. 100 de toutes les réclamations concernant la Commission d'assurance-chômage sont réglées à temps.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Lorsqu'il y a retard, la majeure partie du temps c'est parce que les chômeurs ont fourni des renseignements inexactes en remplissant leurs formules.

M. Hales: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je remercie le ministre de sa déclaration. Je crois qu'il pourrait discuter du problème avec son collègue le ministre des Postes.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Un débat semble s'amorcer entre le ministre et le député.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CONVOCATION DU COMITÉ

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): J'ai une question à poser au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme il avait promis à la Chambre, avant la fin de la dernière session, qu'il verrait à réunir les membres du comité de l'expansion économique régionale en janvier, peut-il nous dire maintenant s'il est prêt à remplir cette promesse et à voir à ce que le comité se réunisse, afin de pouvoir s'occuper de certains problèmes graves que rencontre son ministère?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'espère que nous pourrions bientôt constituer le comité.

LE CODE CRIMINEL

L'ARTICLE RELATIF À L'ALCOOTEST

[Traduction]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): J'ai une question à poser au ministre de la Justice. Quand prévoit-il que le reste de l'article du Code criminel sur l'alcootest traitant du conteneur approuvé sera proclamé?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Lorsque nous aurons trouvé un conteneur qui pourra être approuvé.

[M. Hales.]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES AVERTISSEMENTS DE LA COMMISSION QUANT À LA FRAUDE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Ma question s'adresse au ministre du Travail. A-t-il vu et approuve-t-il les annonces que vient de faire paraître la Commission d'assurance-chômage pour mettre les gens en garde contre les présumés abus quant aux prestations d'assurance-chômage?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): J'ai vu ces annonces, monsieur l'Orateur, et je les approuve. Il n'y a pas, à mon avis, à s'excuser de trouver que le fonds d'assurance-chômage appartient aux travailleurs du pays et à leurs employeurs qui y contribuent. Nous ne pourrions avoir de sympathie pour quiconque essaie de frauder. C'est pour nous une obligation de protéger le fonds. Nous avons simplement dit que si quelqu'un fraude, qu'il s'attende à être cité en justice. Nous n'avons pas l'intention de nous en excuser.

M. Orlikow: A-t-on signalé au ministre que les annonces ont été rédigées d'une telle manière que nombre de personnes qui ont des réclamations justes et légitimes à présenter n'osent pas le faire?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, le seul...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre du Travail. Vu la déclaration qu'il vient juste de faire et dans laquelle il a dit que la Caisse d'assurance-chômage appartenait aux travailleurs du pays, je lui demanderais de réfléchir au fait que la société de la Couronne Devco a mis de force à la retraite plusieurs de ses employés et les a contraints à retirer leurs propres prestations d'assurance-chômage pendant qu'ils sont sans emploi.

L'hon. M. Mackasey: Le député a soulevé la question au moins sept fois. C'est une allégation erronée, injuste et peu indulgente. Je crois qu'il faudrait aller au fond des choses une fois pour toutes, monsieur l'Orateur. En vertu du Règlement...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au ministre qu'il s'agit d'un débat entre lui et le député quant à l'interprétation de certains faits. Je ne pense pas que la question doive être débattue maintenant.